

# «Rue du...» 5 Octobre 1988 : le syndrome de l'insurrection au secours du présent

Il y a quelques semaines, Louisa Hanoune s'inquiétait de la tournure que prenaient les pratiques au sommet de l'Etat. A ce sujet, elle n'avait pas hésité à qualifier l'atmosphère à couper au couteau prévalant dans le pays de «situation pré-insurrectionnelle». Par ailleurs, lors d'interviews accordées à deux journaux, Benflis (in *Le Quotidien d'Oran*) et Ghazali (in *El Watan*) expriment la même crainte. Implicitement, eux aussi mettent en avant le syndrome d'Octobre 1988 et le brasier populaire qui déstabilisa le fameux «système» sans pour autant le détruire. Or, 27 années plus tard, un mouvement d'opinion de la même ampleur que celui qui s'était manifesté les semaines précédant le jour «J» du 5 Octobre, est indiscutablement à l'œuvre actuellement.

Alors que nul ne peut prédire ce qu'il en adviendra dans le futur proche, certains observateurs parmi les plus mesurés constatent, par contre, que le régime en place et plus globalement le système sont en phase terminale dès lors que les équilibres en leurs seins se disloquent peu à peu. Même si l'on devait admettre que de tels diagnostics sont fiables, une question cependant demeurera longtemps sans réponse. Celle qui a trait à la période post-régime et plus généralement post-système. A propos justement de l'expérience d'Octobre 88 que l'on peut d'ailleurs considérer, un quart de siècle plus tard, comme une révolte inaboutie, n'incite-t-elle pas à la prudence afin que le devenir du pays ne soit pas un «remake» regrettable de la même impasse ? Retour donc sur une date et des événements ayant profondément marqué la génération précédente mais dont il ne reste que quelques bribes comme références. Car, qui se souvient avec exactitude du contexte de l'époque ? Peu d'éléments sans doute conti-

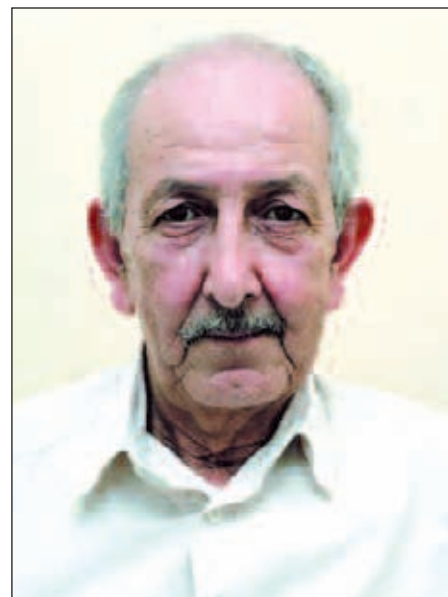
nent encore à «surnager» dans le souvenir collectif. Une chape de plomb s'est, en effet, refermée sur cette contestation de la rue de crainte, peut-être, qu'elle ne révélât de peu ragoûtantes manipulations. Une boîte de Pandore où le pire de la «raison d'Etat» côtoierait le meilleur de la colère saine de la rue. Ce sera exactement cette confusion des «origines» qui posera, par la suite, le problème de la récupération de la tragédie et son indexation aux doléances des obédiences politiciennes.

Une paternité qu'aussi bien les islamistes que les courants de gauche revendiquèrent chacun alors que, globalement, ils ne devaient solliciter qu'une part de la «filiation» que la rue apolitique était la matrice. C'est sur ce différend profondément idéologique que le régime actuel sut parfaitement surfer, dès la seconde investiture de Bouteflika. A travers une opération de réinsertion de quelques leaders d'opinion acquis à ses promesses, il parvint à escamoter la récurrente polémique concernant les objectifs réels assignés aux émeutes du passé. L'impasse sur 88 devint alors la contrepartie du réalisme afin d'«aller de l'avant», disait-on avec une évidente mauvaise foi de politicards. La reconsolidation du système qui s'était faite à ce moment-là (2004-2005) ne l'avait été que grâce à des agrégats idéologiquement différenciés mais dont la similitude résidait dans l'hostilité qu'ils vouaient à Bouteflika par le passé ! C'est ainsi que l'on assista à d'étranges convergences d'islamistes «modérés ?» et de laïco-démocrates «réalistes !!»

Un concubinage accompli dans le giron du Président que la communication officielle ne se priva pas de qualifier son auteur comme le plus subtil «fédérateur de la classe politique», alors qu'il ne s'était agi que d'émouvantes girouettes attentives

aux opportunités du vent. Il est vrai par contre qu'au moment où le black-out était discrètement conseillé sur les sujets relatifs à cette date, le grand-œuvre du Président allait occuper l'essentiel de l'activité politique. Le référendum sur la réconciliation et l'amnistie (29 septembre 2005) exigeant une occultation systématique du moindre débat autour de la décennie de sang et de ceux qui en furent les principaux auteurs, censura de fait toute référence à ces cahiers de doléances qui leur parurent obsoletés. C'est ainsi qu'à travers un lent ravalement de ses mécanismes internes, le vieux régime parvint à se réactualiser, en dépit du séisme politique qu'il connut en 1988. Il redevint maître de toutes les décisions tout en faisant accroire qu'il venait d'opérer sa mue en adoptant les fondamentaux de la démocratie comme seuls critères pour un Etat viable. C'était le mensonge de trop, illustré par le compagnonnage rarement démenti, d'un Président à la culture anti-démocratique attestée <sup>(1)</sup> laquelle se retrouve d'ailleurs dans son inclination d'autocrate entraînant dans sa décrépitude physique l'effondrement de l'Etat. Et si, à juste titre, le mouvement d'opinion insiste en toutes circonstances sur l'urgence d'une transition au sommet du régime, c'est que les périls sont réels quant à la sauvegarde des attributs de l'Etat alors que les castes, les clans et les réseaux s'entredéchirent dans la conquête de parcelles de puissance.

La réactivation de la prédation à outrance et sous toutes ses formes s'explique aussi par l'interprétation que ces mêmes officines se font encore de cette parenthèse historique. Pour elles, l'émeute de la rue est toujours récupérable pour peu qu'elle ne soit pas canalisée par les forces vives du changement qu'épaulerait le bras armé de la nation. Le décryptage du scénario de 88 qui a vu



Par Boubakeur Hamidechi  
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

donc l'armée opter pour la répression au lieu de changer de camp face aux barricades justifierait leurs certitudes actuelles et leurs arrogances présentes. Tant il est vrai qu'un état-major qui rassure devient paradoxalement le fournisseur du carburant politique à ces dirigeants «informels». Voici pourquoi Octobre 1988 ne doit demeurer qu'un repère de la mémoire et surtout pas un modèle pour mettre fin à une malédiction historique.

B. H.

(1) Dans une interview accordée à TSA, Daho Ould Kablia, ex-ministre de l'Intérieur, révoqué en 2013 et excellent connaisseur de la personnalité du Président, affirmait sans nuance que Bouteflika était réfractaire à la démocratie dont il n'avait pas la culture.

**Le Soir sur Internet :**  
http://www.lesoirdalgerie.com  
**E-mail :**  
info@lesoirdalgerie.com

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com  
@hakimlaalam



## Silence dans les rangs !

Face aux «manœuvres du pouvoir», le FFS menace de ressortir sa... feuille blanche.

Ça fait peuuuuuuur !

Eh ! Oh ! On avait juste dit «faut que l'armée regagne ses casernes» ! Nous ne vous demandions pas de mettre tous les bidasses en prison, tout de même. Là, le simple fait d'émettre une appréciation disons... d'ordre psychologique, et hop ! T'as droit à une escorte gratis de la police et de la gendarmerie, en bas de chez toi. Si ça continue comme ça, va falloir rajouter un grade dans la nomenclature militaire, celui de général à la retraite et encore en liberté. Conditionnelle, bien sûr ! Parce que désormais, à partir de maintenant et même un peu avant, un général qui veut partir à la retraite, ça doit apprendre à fermer sa gueule. Le bidasse, la veille de son pot de départ, tu lui fais signer un papier dans lequel il s'engage à ne donner d'interviews qu'aux hebdomadaires sportifs, aux mensuels de mode et de fashion et éventuellement, après dérogation spéciale, à des quotidiens et à des télévisions dont le tirage et l'audience se calculent au nombre de kilomètres de bitume posés sur nos routes. Mal posés, s'entend ! Moi, au fond, ce qui me gêne dans cette affaire, c'est la fin d'un mythe. Avant, y avait au moins cette attractivité du métier de haut gradé de l'armée. Carrière garantie pur sucre. Et en plus, en

sus, t'étais assuré de jacter à ton aise, sans risque de te voir fermer le clapet. Là, c'est cassé ! Rompu ! On n'imagine pas ce que l'arrestation des généraux Hassan et Benhadid va provoquer comme onde de choc chez les plus jeunes. Les parents qui veulent pousser leurs enfants vers la carrière militaire en leur faisant miroiter la belle vie, des ponts en guise d'argent de poche, et le droit à la parole débridée, ceux-là ne vont plus avoir la partie facile. Pas fous les mioches ! Ils comprendront vite que leurs géniteurs les envoient direct à l'échafaud ! Et puis, au-delà de la détresse des bambins qu'une carrière chez les Verts n'attirerait plus, essayez de vous représenter la déprime dans les maisons de retraite des généraux. Mon Dieu, l'ambiance ! Dès que l'un d'eux lève le bras, c'est aussitôt interprété comme une velléité de faire des déclarations hostiles, voire carrément d'accorder une interview subversive. Même si le pòvre général en pyjama ne veut en fait demander qu'un supplément, un rab de soupe à l'oignon ! Ah ! Les temps changent ! Un percussionniste influe sur le cours d'un pays, donne le tempo des réjouissances de la cour. Et un général blindé se fait ramasser dans la rue. Tu veux faire quoi mon p'tit quand tu seras grand ? Tu veux vraiment le savoir papa ? Oui, mon fiston ! Eh ben, je fumerai du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.